**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** **GUINEE**

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL**

**ANNEE DE RAPPORT: 2021**

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Projet d'Appui à l'Amélioration de la Gouvernance des Services de Police**Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF-IRF-289 - 00113587**  |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  **PNUD (Agence coordinatrice)** **ONU-HABITAT**, |
| **Date du premier transfert de fonds :** 20 décembre 2018**Date de fin de projet :** 31 Octobre 2020 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** OUI  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[x]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :** **Agence récipiendaire Budget** PNUD $ 1 200 000  Total : $ 1 200 000 Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 100%\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 175 000 USDIndiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 175 000 USD |
| **Marquer de genre du projet :** 2**Marquer de risque du projet :** 1**Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :** 1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité. |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : Konsa CAMARARapport approuvé par : Mohamed ABBALe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : OUI |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

*Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :*

Durant ses vingt-deux mois d’exécution, le projet a développé ses activités autour des deux principaux résultats conformément au contenu du document programme. Dans le cadre du renforcement des mécanismes de contrôle interne et externe, l’accent a été mis sur la redevabilité des forces de police pour un meilleur ancrage de la culture de contrôle. Il s’est traduit par des missions d’évaluations des unités de police par l’inspection général des services de police et des contrôles parlementaires pour veiller à l’amélioration des rapports entre citoyens et Force de Défense et de Sécurité ainsi que l’évaluation des conditions de vie et de travail conformément aux ressources allouées aux différentes entités du secteur de sécurité. Ces différentes missions se sont appuyées sur des outils d’inspections au total vingt-quatre et un manuel de procédure de contrôle parlementaire conçus à cet effet par le projet. A ces efforts s’ajoute l’opérationnalisation d’un observatoire de la sécurité urbaine qui facilite l’alerte dans les zones réputées violentes. Il a permis de prévenir les cas de violence sur les citoyens en période de manifestation ou de crise politique facteur d’aggravation des conflits intercommunautaire.

En ce qui concerne le renforcement des capacités techniques et matérielles des services de police, le projet a permis de conférer au contrôle interne un cadre légale clairement facilitant ainsi la lutte contre l’impunité des agents de police qui reste souvent de véritables sources de frustration et de révolte des citoyens. Dans les régions administratives de Labé et Mamou, on assiste de plus en plus à des poursuites contre les auteurs de violences basées sur le genre, plus d’une centaine de cas enregistré contre une vingtaine pour les années antérieures et cela grâce aux différentes formations et équipements reçus dans le cadre de l’outillage des services de sécurité. Au niveau de la police routière les raquettes et les mauvais comportements sur les usagers ont connus une certaine régression à la suite des formations offertes par le projet aux agents. La formation est devenue récurrente à la suite du soutien du pool de formateur qui facilite l’acquisition de connaissance à de nombreux agents qui ne disposaient d’aucune en matière de police routière. De façon innovante un mécanisme de sécurisation des recettes de la police routière a été mis en place pour parer à la corruption perceptible des agents de la routière dans quatre communes de Conakry (Matam, Dixinn, Matoto et Ratoma) permettant ainsi le démarrage de la culture de redevabilité et de transparence dans la gestion des recettes publiques provenant du secteur de sécurité. Cette opération a été suivie de l’élaboration de la stratégie de communication du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile pour l’amélioration de la visibilité des actions de protection des citoyens et de leurs biens.

Par ailleurs, dans la lutte contre le COVID19, il a été renforcé le système de remontée des plaintes des citoyens auprès de l’Inspection Générale des Services de Sécurité pour lutter contre l’indiscipline et l’impunité des policiers pendant leur déploiement dans l’observation des mesures barrières. Ceci a contribué substantiellement à atténuer les mauvais rapports entre les citoyens et les forces de défense et de sécurité. Aussi, plus de 225 membres des unités déployées ont été formés et équipés de kits sanitaires et matériels de protection pour une meilleure participation à la lutte contre la pandémie. Le projet s’est fortement impliqué dans les campagnes de sensibilisation et de formation des FDS dans le cadre de la prévention et la riposte en soutien à la réalisation du Plan National de Riposte contre la COVID 19 à travers des émissions télévisées, des formations des responsables des services de santé et autres sections des FDS.

En outre, l’Observatoire de la Sécurité Urbaine a été rendu opérationnel à grâce à la formation et l’équipement de 35 points focaux de terrain pour la remonté des données sécuritaires in situ.

Enfin, la conception et la réalisation d’une stratégie de communication au MSPC est une avancée pour le département.

*Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :*

Le projet étant clôturé le 31 octobre 2020, l’évènement important prévu est principalement le comité de pilotage de fin du projet qui s’est tenu le 24 mai 2021 à la satisfaction de l’ensemble des acteurs par la présentation d’un rapport d’évaluation finale et de perception annotant les progrès et quelques points faibles qui persistent.

*POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :*

*Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères) :*

Le principal changement structurel et institutionnel auquel le projet a contribué est la redynamisation de l’IGSS et la mise en place d’une stratégie de communication au sein du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile. La stratégie a contribué à la réorganisation de la communication au sein dudit département autour de la collecte et la diffusion à temps des informations crédibles. En outre, il a été mis auprès du Bureau de Stratégie et de Développement (BSD), un observatoire de la sécurité urbaine qui appui à ce service pour l’orientation stratégique des décisions du management.

Enfin, hormis l’observatoire de la sécurité urbaine directement intégré au bureau de stratégie et de développement du ministère de la sécurité et de la protection civile qui remonte les informations sécuritaire de l’axe Hamdallaye -Kagbèlen à travers la collaboration de plusieurs services(sécurité et les services d’urgences des CHU) , il est important de noter la création d’un mécanisme de remontée des plaintes des citoyens à l’Inspection Générale des Services de Sécurité par le canal de deux consortium de la société civile (CONAD-DCF et CODDH) pour l’aider dans sa lutte contre l’impunité des agents de la police qui abuseraient des citoyen .

*En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères) :*

L’ancrage d’un mécanisme de remontée des plaintes des citoyens auprès de l’Inspection Générale des Services de Sécurité a contribué au rapprochement et à l’amélioration du climat de collaboration et de confiance entre les composantes civiles constituées de consortium d’ONG et les forces de sécurité.

Dans ce sens la présidente de la CONAG-DCF affirme *:« …Avant, j’étais habité par un sentiment de peur, de méfiance et de rejet des forces de défense et de sécurité, mais avec le mécanisme de remontée des plaintes qui m’a permis de collaborer avec les cadres de l’inspection des services de sécurité, je retrouve la confiance et comprends les voies de recours me rassurant ainsi dans le chantier de lutte contre l’impunité qui reste notre préoccupation majeure… ».*

Le Directeur Général Adjoint du Bureau de Stratégie et de Développement, dans la même lancée, rassure que la remontée des données à travers l’observatoire, participe à l’orientation dans la prise de décision contre l’impunité dans les communes pilotes.

Par ailleurs, le projet a contribué à la riposte contre le COVID19 par la formation en gestion des crises et catastrophes des agents, avec un accent sur les mesures barrières contre la pandémie. Ainsi, c’est 225 officiers et agents des FDS au moins, qui contribuent à une sensibilisation au respect des directives de protection contre le COVID 19 dans différentes unités. Ce qui expliquerait le faible taux d’infection dans les rangs des FDS. Selon le Directeur de Services de Santé des Armées, sur un total de 1500 tests effectués, ce ne sont que 14 cas qui provenaient des FDS.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux : durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** La redevabilité et la transparence des services de police sont améliorées à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne et externes

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Au compte du résultat1, axé sur l’amélioration de la redevabilité et la transparence des services de police, on note un progrès considérable à travers le renforcement du mécanisme de remontée des plaintes des citoyens vers l’Inspection Générale des Services de Sécurité pour une meilleure observation des comportements des forces de police pendant leurs déploiements dans le cadre du respect et de l’application des mesures barrières, comme l’atteste la présidente de la CONAG-DCF *:« Avant, j’étais habité par un sentiment de peur, de méfiance et de rejet vis-à-vis des forces de défense et de sécurité, mais avec le mécanisme de remontée des plaintes qui m’a permis de collaborer avec les cadres de l’inspection des services de sécurité, je retrouve la confiance et comprends les voies de recours me rassurant ainsi dans le chantier de lutte contre l’impunité qui reste notre préoccupation majeure ».* Au deuxième trimestre de l’année 2020 près de dix dossiers furent traités par l’inspection par le biais des points focaux évoluant sur le terrain.

Aussi, en vue d’un meilleur fonctionnement du mécanisme de remontée des plaintes eu égard à la recrudescence des violences basées sur le genre, les capacités des points focaux de cet outil au nombre de 35 ont été renforcées en vue de mieux combattre le phénomène. Ce renforcement a encouragé à la dénonciation des cas auprès des services compétents dissuadant ainsi les futurs auteurs d’acte d’agression et rassure les populations sur l’objectif de lutte contre l’impunité.

Au niveau de l’Inspection Générale des Services de Sécurité, il a été institué les contrôles inopinés et ceux périodiques pour l’ancrage de la culture de contrôle au sein des différentes unités ; cela a permis d’effectuer 14 missions d’inspections inopinées et 4 missions programmées qui ont permis d’observés plus de 60 cas d’irrégularité qui ont écopés des sanctions disciplinaires allant du blâme aux avertissements.

Au niveau du parlement exerçant le contrôle externe, 4 grandes missions constituées d’au moins 14 parlementaires et assistants ont permis d’évaluer les rapports civilo-militaires ainsi que les conditions de vie et de travail des forces de défense et de sécurité sur le terrain. Cette évaluation a permis d’établir les incohérences entre administrateurs civils et forces de sécurité dans le cadre de leurs déploiements dans les opérations de maintien de l’ordre. Des corrections ont été proposées aux autorités concernées.

*Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)*

Le projet a intégré l’aspect genre dans l’essentiel des activités de formation et de déploiement des points focaux et autres acteurs de l’observatoire de la sécurité urbaine avec un total de 94 personnes dont 50 Jeunes et 6 femmes ; et le mécanisme de remontée des plaintes (34 jeunes et 12 femmes) qui travaillent en synergie avec les services de sécurité dans le cadre du contrôle.

La formation des points focaux sur les violences basées sur le genre dans le cadre du mécanisme de remontée a contribué fortement à la collecte des cas de violences basées sur le genre pour alimenter la base de données des services (OPROGEM et autres.).

**Résultat 2 : Les capacités Techniques et matérielles des services de polices sont renforcées**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Au terme de ce projet, on note globalement que ce résultat est atteint, c’est-à-dire que les capacités techniques et matérielles des services de polices sont renforcées. En effet au niveau de l’observatoire de la sécurité urbaine, les points focaux ont été formés et équipés, ce qui a favorisé le bon fonctionnement dudit observatoire à travers la remontée des données sécuritaires sur le terrain. Cet observatoire est constitué d’éléments des forces de police et de protection civile, des agents de la sécurité routière et des éléments des services d’urgences d’hôpitaux recevant différents cas non répertoriés par la police. Pour son fonctionnement, les données sont collectées sur le terrain (hôpitaux, carrefour, route, quartier) et centralisées au niveau d’une unité centrale comportant une cellule d’analyse et d’exploitation qui oriente les services d’intervention conformément aux besoins. Ainsi la rapidité d’action des unités spécialisées commence à rassurer les citoyens dans certaines zones, éloignant les fauteurs de troubles qui perturbent la quiétude des citoyens.

 De même, les capacités d’intervention de la police routière et l’Office de Protection du Genre, de l’Enfance et des Mœurs (OPROGEM) ont été accrues à travers un appui en matériels bureautiques pour un meilleur traitement des dossiers et la formation de 485 officiers et agents dans le cadre de l’exercice de leur profession. Cette formation visait à rendre les agents plus professionnels et respectueux des citoyens qui sont régulièrement sujets de racket, d’arbitraire, d’insolence et d’exactions de tout genre de la part des dits agents engendrant ainsi des frustrations et des conflits permanents avec cette corporation. Les conséquences de ces conflits peuvent parfois s’étendre à tout une zone avec des dégâts matériels et humains. Le projet agissant sur le savoir et savoir faire des officiers et agents apporte une des solutions au rétablissement de la confiance des citoyens à cette catégorie de la Police et contribuant ainsi à l’apaisement du climat social.

Aussi, le renforcement des structures de contrôle internes s’est traduit par la révision du cadre règlementaire et des outils de l’Inspection Générale des Services de Sécurité (En exemple le projet décret régissant l’inspection générale a été élaboré et validé, vingt-quatre outils de collecte d’information amendé et validé ainsi que deux fiches sur le suivi du maintien d’ordre élaborée).

Par la suite, 25 cadres administratifs de l’inspection générale des services de sécurité ont été outillés sur les techniques de contrôle et d’audit, pour assurer un contrôle permanent des services.

Par ailleurs, les unités de sécurité déployées dans le cadre de la lutte contre le COVID19 ont bénéficié de la formation et des équipements de protection pour empêcher les forces de police de devenir des vecteurs de propagation de la pandémie.

*Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)*

La formation de 35 officiers de police judiciaire de l’OPPROGEM des régions administratives de Mamou et de Labé a, contribué à la lutte contre les violences basées sur le genre dans ces régions à travers la qualification des faits.

 Il y’a lieu d’indiqué, que les équipements de soutien bureautique visent aussi à assurer un service de qualité au niveau de la Direction générale de l’OPROGEM pour un meilleur traitement et documentation des cas de VBG.

Les structures féminines comme la CONAG-DCF, à travers les points focaux ont été formées et travaillent de concert avec les structures des forces de sécurité dans le cadre de la protection du genre.

**Résultat 3: NA**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| ***Suivi :*** *Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)* *La réalisation de quatre réunions de comité de pilotage avec présentation des résultats des activités, les réunions de présentations de résultats lors des comités techniques, des rapports techniques et financiers au secrétariat du PBF, les sessions de validation des études avec les différents acteurs en particulier de la partie nationale et des missions d’encadrement des activités sont essentiellement les points d’ancrage des activités de suivi.* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? **Ou**iLe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? **Oui***Deux études ont été menées dont la 1ère sur la perception des acteurs au démarrage du projet et l’autre sur les déterminants urbanistiques. Les rapports ont été présentés au département et au PBF.A cette phase de clôture, l’étude de perception de fin de projet a été mené et a permis de mesurer les progrès accompli par le projet.*  |
| ***Evaluation :*** *Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?***Oui** | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) : 34 000 USD pour l’évaluation finale et 24 000 (études de perception).*Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation (Limite de 1500 caractères)* : Le recrutement d’un consultant international pour l’évaluation finale du projet est en cours avec l’appel d’offre qui est lancé. Cette évaluation sera soutenue par une étude de perception dont le cabinet a déjà entamé les travaux sur le terrain. |
| ***Effets catalytiques (financiers):*** *Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le proje*t. | Nom de donnateur: Montant ($):Gouvernement de Guinée 50 000PNUD 25 000 : L’état guinéen pour soutenir le gap de la formation des quatre cents agents et officiers de la police routière a dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale d’actions prioritaire débloqué près de cinq cents millions de franc guinéen.Au niveau du PNUD, suite aux résultats de la formation des officiers de police judiciaire de l’OPROGEM à Labé, et suite à la demande des autorités pour l’extension de cette formation aux autres régions, le fond track a supporté la formation de vingt autres officiers de police judiciaire de certains commissariat à hauteur de vingt-cinq mille dollars us.   |
| **Autre**: *Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)* | Le projet malgré les résultats obtenus dans sa mise en œuvre, n’a pu couvrir l’ensemble des besoins de formations et d’équipements des structures bénéficiaires. Ce qui, pourrait entrainer après la clôture un recul dans certaines prestations (si la formation au niveau de la police routière s’arrête par défaut de ressources, les fonctionnaires nouvellement affectés dans ces services pourront être facteurs de dégradation de l’image qui est en cours de construction par défaut de professionnalisme. Ce même constat est valable pour l’OPROGEM au niveau des OPJ. Pour l’inspection, la culture de contrôle ne saurait être ancré en vingt-deux mois d’exercice auprès des structures fragiles et sans ressources appropriées, il parait à cet effet de mesurer l’accompagnement sur une durée pouvant permettre d’imposer cette pratique à tous les niveaux.)Bref, il reste à date cinq cent agents non formés pour la police routière, soixante pour l’OPROGEM, près de vingt pour l’inspection. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$115 000

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Le projet a connu une extension sans cout de quatre (04) mois supplémentaires. La clôture initialement prévue pour fin juin 2020, a été repoussée au 31 Octobre 2020, ce qui a permis la réalisation substantielle des formations de l’ensemble des forces de défense et de sécurité contre la COVID19, la dotation en matériels de protection de certaines unités déployées dans le cadre de l’application des mesures barrières en place et lieu de la réalisation des activités initialement prévues pour la gestion des crises et catastrophes.

Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[x]  Autres (veuillez préciser) : Lutter contre les VBG et l’impunité en période de crise

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Les structures de veille sur le comportement des FDS lors de leurs déploiement pour l’observation des mesures barrières, ont contribué à la sensibilisation pour atténuer les rapports entre populations et FDS dans plusieurs localité du pays. Les forces de sécurité formées pendant les différentes sessions, ont aussi largement contribué à la sensibilisation dans différentes unités faisant de celles-ci, les entités les moins affectées par la pandémie en Guinée. Nous notons aussi une gestion apaisée du Covid19 comparée à la crise Ebola en 2014.

Les cas de VBG ont connu une gestion efficace au niveau de l’OPROGEM par le bon établissement des procès-verbaux et le suivi à partir des structures de santé (hôpitaux et centres de santé) jusqu’aux tribunaux.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**La redevabilité et la transparence des services de police sont améliorées à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne et externes | Indicateur 1.1 : Niveau de confiance de la population dans les services de police . | **4% (Enquête de perception des services de la police 2019).** | 19%Amélioration de la confiance de +15 % Données désagrégées par sexe et tranches d’âge, | NA | 36% | Soit +17% d’amélioration pour une prévision de +15. |
| Indicateur 1.2 : Evolution du nombre de cas de mauvaises pratiques de la part des FDS signalées par les populations | **60% (ne trouvent pas efficace les services de police****(Enquête de perception des services de la police 2019)** | **45% (-15%) Cas** | **NA** | **40,67%** | Soit -20% correspondant à un dépassement de l’objectif de cinq point après la mise en œuvre du projet (40% contre une prévision de 45%) |
| Indicateur 1.3 : niveau de transparence et redevabilité perçu par les populations | Base de données : 55% font peu confiance à la police.**(Enquête de perception des services de la police 2019**  | **40% (-15%) à la fin du projet.** | **NA** | **33,36%** | Soit 21,64 de croissance du niveau de confiance pour un objectif de 15% à l’entame du projet. |
| **Produit 1.1****Le cadre légal révisé et la formation des membres des Inspections pour réaliser des missions de contrôle efficaces sur l’application des lois et le comportement des agents** | Indicateur 1.1.1Nombre de mission de contrôle et de spot-check sur la police routière | **00** | **14** | **14** | **100%** | **Pas eu de retard** |
| Indicateur 1.1.2 : Nombre d’acteurs formés et qui maitrisent les outils de contrôle  | **10** | **25** | **30** | **120%** | **Pas eu de retard** |
| Produit 1.2Un mécanisme de recueil de plainte et avis des populations est mis en place avec l’Inspection générale des services de sécurité | Indicateur 1.2.1 : existence d’un système de remontée de données et de monitoring  |  00 | Cible : 1 | **1** | **100%** | L’objectif atteint à 100% |
| Indicateur 1.2.2Nombre de plaintes/rapports traités par l’IGSS / par les ONG par le biais du mécanisme 1.2 | **00** | **70** | **35** | **50%** | L’objectif atteint à 50% contre 70% de prévision pour raison du mouvement du personnel de l’inspection |
| Indicateur 1.2.3: Nombre d’ONG formées sur le mécanisme de remontée de données et l’utilisant (Réalisé)Base de données : 0 | **0** | **10** | **10** | **100%** | **Toutes les ONG ciblés formés et opérationnelles**  |
| Produit 1.3**Les missions de contrôle parlementaire sont réalisées sur l’application de la loi sur le maintien de l’ordre public et l’utilisation des ressources budgétaires**  | Indicateur 1.3.1 : Nombre de missions de contrôle parlementaire  | 02 | (+2) | 4 | 100% | Deux autres missions de contrôles se sont tenues |
| Indicateur 1.3.2 : Nombre de députés formés sur le guide de contrôle parlementaire des FDS | **00** | **25** | **15** | 60 % | Les activités se rapportant à la formation et au déploiement des dix députés pour le contrôle parlementaire se sont heurtées aux crises sociales & politiques ainsi qu’au renouvellement de l’Assemblée Nationale.  |
| **Résultat 2****Les capacités techniques et matérielles des services de sécurités sont renforcées en vue d’améliorer l’offre de service et l’image de la police l’image**  | Indicateur 2.1: Évolution de la perception de l’offre de service de la police par la populationBase de données : NA (enquête de perception en cours | 4%  font totalement confiance à la police (Enquête de perception 2019) | Cible 14% Amélioration de + 10 %Données désagrégées par sexe et tranche d’âge Données spécifiques sur la police routière | **NA** | **1**7,99% | 17,99% font entièrement confiance contre un objectif recherché de 14% comparativement aux données de l’enquête de base 4%(au total 13% d’amélioration) |
| Indicateur 2.2: Évolution de la perception de l’image de la police par la populationBase de données : NA (enquête de perception en cours)Cible : Amélioration de + 10 %Données désagrégées par sexe et tranche d’âge  | 38%  Exprime être victime de réclamation d’argent (Enquête de perception 2019) | Cible 14% Amélioration de + 10 %Données désagrégées par sexe et tranche d’âge Données spécifiques sur la police routière | **NA** | **24,55%** | 13,45% atteint suite à la mise en œuvre du projet contre un objectif de 14%  |
| **Produit 2.1****Les capacités des cadres du Ministère de la Sécurité sont renforcées pour la mise en œuvre efficace de la politique et stratégie de lutte contre l’insécurité.** | Indicateur 2.1.1: Disponibilité d’une stratégie de communication pour le MSPCBase de données : XXCible : 1  | **0** | **1** | **1** | **100%** | Cible entièrement atteint  |
| Indicateur 2.1.2 : Nombre de séances de sensibilisation et de vulgarisation des textes clés de la Police et PC, réforme | **1** | **5 (+4)** | **5** | **100%** |  |
| **Produit 2.2****L’amélioration des prestations et du comportement des agents de terrain de la police de circulation routière contribue à la restauration de la confiance avec le public.** | Indicateur 2.2.1Perception de la qualité de la prestation technique des agents de la routière  Base de données : NACible : Amélioration de 20% (réalisé, étude de démarrage) | **40% apprécient la prestation** | **60% (20%)** | **NA** | **42,55%** | Une amélioration de 2,55% contre une prévision de 20%.Ce recule est liée aux manifestations politiques et crises du processus électoral. |
| Indicateur 2.2.2 : Nombre d’agent de la police routière formés  | **25** | **500 (+475)** | **400** | **80%** | Les autres agents non formés ne disposent d’aucun niveau académique . |
| **Produit 2.3****Les capacités des Cellules Genre dans les zones minières et en Moyenne guinée sont renforcées pour lutter contre les VBG (réalisé)** | Indicateur 2.3.1Nombre de plaintes faisant l’objet d’un suivi et d’un rapport | **10** | **100** | 60 | **70%** | **Lenteur dans le montage des dossiers et faibles nombres des points focaux** |
| Indicateur 2.3.2: diminution du nombre de cas de retrait de plaintes en VBG | **NA** | **-30%** | **NA** | **-10%** | **Le projet n’a couvert que deux régions administratives sur 7.** |